LA LIBERTÉ

JOURNAL DE LYON.

ABONNEMENT

	Un an.	Six mois.	Trois mois.
Lyon	24 fr.	15 fr.	7 fr.
Hors la ville de Lyon	30	18	9

10 centimes le numéro.

Les lettres relatives à la rédaction doivent être adressées à M. le directeur de la Liberté, rue de la Liberté, 4. — Affranchir.

Lyon, 14 juin.

Élections municipales.

Résultat du scrutin

SECTION DITE D'ORLÉANS.

MM. DERVIEUX, fabricant.
PITOT-COLLETTA, négociant.
PAILLERON, avoué.
HODIEU, notaire.

ANCIENNE VILLE.

EDANT, fabricant, ex-membre du comité central exécutif.

Restent trois nominations.

PIERRE-SCIZE.

Aucun candidat n'ayant eu la majorité, il reste quatre nominations à faire.

LOUIS-LE-GRAND.

SÉRIZIAT (Henri), conseiller à la cour d'appel, ex-conseiller municipal.

VALOIS, président du tribunal civil.

MOREL, médecin.

PROST, fabricant d'huile.

HALLE-AUX-BLÉS.

RICARD, commissionnaire de roulage.

FAURE (Bruno).

VACHEZ, légiste.

CARLE, orfèvre.

HOTEL-DE-VILLE.

DERVIEUX, fabricant.

BOUCHARDY (Eloi).

PAJN fils.

CHIPIER, fabricant.

HOPITAL.

D. LAFOREST, maire.

BROSSETTE, ancien conseiller municipal.

Restent deux nominations.

LYCÉE.

FAYOLLE fils, négociant.

PIATON fils.

DUCARRE, ouvrier.

SAINT-CLAIR.

GRILLET, fabricant.

Restent deux nominations.

JARDIN-DES-PLANTES.

RAVU, propriétaire, capitaine de voltigeurs.

RAVE, chef d'atelier.

Restent deux nominations.

PERRACHE.

FRAISSE, docteur-médecin.

BONNARDEL aîné, commissionnaire.

Restent deux nominations.

Les élections qui précèdent nous font augurer favorablement de celles qui s'accompliront demain.

Tous les bons citoyens, tous les hommes dévoués aux véritables intérêts de la ville de Lyon s'applaudiront avec nous d'une victoire aussi complète et que le désaccord et le défaut d'entente des derniers jours étaient loin de faire prévoir.

La municipalité nouvelle accepte une rude tâche ; nous la secondons avec empressement dans ses efforts et ses travaux. — Heureux si nous pouvons contribuer, même pour la part la plus minime, aux résultats espérés de son administration !

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Nous arrêtons notre tirage pour publier la nouvelle suivante :

« Par dépêche télégraphique arrivée ce matin, à Lyon, l'Assemblée nationale a décrété, dans sa séance du 15, que l'élection du prince Louis-Napoléon était valable, et l'a admis comme représentant. »

De la situation.

La liberté illimitée de la presse incommode fort MM. les représentants du peuple, et l'on tourne déjà un regard de convoitise vers ces bonnes lois de septembre qui baïllonnaient si complètement le zèle inconsidéré des journalistes. — Ce qu'il y a d'admirable dans les révolutions accomplies jusqu'à ce jour en France, ce sont les premières heures qui suivent le triomphe populaire. La langue n'est pas assez riche, assez sonore, les mots sont trop mesquins pour rendre les sentiments généreux, les grandes pensées des chefs du mouvement. Mais le lendemain, la langue, un instant appauvrie, reprend tout son empire, et les expressions suffisent et au-delà aux besoins du pouvoir constitué.

La révolution de Février nous semble menacée du même sort que ses devancières. Quelques heures encore, et un firman émané de la rédaction du *National*, et porté par deux gardes mobiles, lui enjoindra de se mettre le cou entre les battants d'une porte, afin qu'on la puisse *esgorger doucement*.

Si l'on n'a décapité le régime constitutionnel, que pour remplacer la tête de Louis-Philippe par la tête des coryphées de l'ancienne opposition, qu'on nous ramène aux *Carrières* ! Mais s'il n'y a pas de place de la royauté on veut mettre la souveraineté nationale, nous trouvons que l'on se perd singulièrement dans les chemins de traverse et dans les sentiers détournés.

dont M. de Dangeau est le modèle parfait, se seraient crus déshonorés si leur plume avait parlé d'un baladin. En revanche, ils n'ont pas ménagé les détails puérils sur les toilettes des princesses, sur les médecines qu'on leur donnait à boire, et sur l'effet des potions dans leurs illustres entrailles.

On ne s'étonnera donc pas si nous sommes fort en peine de dire ce qu'était Mlle de Brie avant son entrée au théâtre. Cette intéressante personne habitait Lyon, et sans doute elle y était dans la pauvreté. Molière avait déjà parcouru les provinces pendant cinq ans, et avait donné quelques petites pièces dont on ne sait que les titres et qu'il n'a pas jugées dignes d'être conservées. Il avait joué ensuite pendant trois ans à Paris, et c'est en 1635, lorsque les troubles de la Fronde l'obligèrent à s'éloigner, qu'il vint à Lyon avec sa troupe. On ne l'eût pas vu quatre fois qu'on abandonna l'autre spectacle de cette ville pour accourir en foule à celui de Molière. Quelques personnes de goût, comme il s'en trouve partout, devinèrent que cet homme et sa bande feraient bientôt des merveilles ; on en parlait beaucoup à Lyon. Nous ignorons si Mlle de Brie et Du Parc faisaient partie de l'ancien théâtre qui se fondit avec le nouveau, ou si le succès des acteurs de Paris leur inspira l'envie d'être du métier. Quoi qu'il en soit, elles offrirent leurs services à Molière, qui reçut avec empressement deux femmes jeunes et jolies auxquelles il trouva du talent, car Mlle de Brie jouait fort bien les ingénues.

Il n'existait alors qu'une seule bonne comédie, le *Menteur* de Corneille. La seconde qui parut fut l'*Etourdi* que Molière fit représenter à Lyon. Dès ce moment, la fortune de la troupe fut assurée, c'est-à-dire qu'on se vit certain de ne pas mourir de faim, comme la plupart des comédiens ambulants.

Les excès de la presse ne nous plaisent pas plus que les excès du parti démagogique. Le *Père Duchêne* et le citoyen Blanqui n'excitent en nous que des sympathies assez minces, et l'on a pu voir, dans la *Liberté* du 12, que les doctrines de M. Proudhon nous inspirent une répulsion profonde. Mais nous avons toute confiance dans le bon sens de la nation, et nous sommes convaincu que les théories exaltées ou sanguinaires d'une minorité sans nom, ne prévaudront jamais contre la démocratie. Qu'importent ces rêveries d'imagination en délire, ces phrases ardentes où l'odieux le dispute au ridicule ? Qu'importent les utopies de quelques socialistes égarés, rebut des différentes écoles et par elles désavoués ? Est-ce à l'Assemblée nationale à donner le signal d'une croisade contre ces pamphlétaires ignobles, qui croient se grandir en insultant sans pudeur ce que tout le monde estime et respecte ? Il faut que M. Jobez n'ait pas la tête bien forte, pour que les élucubrations du journal *l'Organisation du travail*, troublent son sommeil et lui envoient des mauvais songes ! Pourquoi donner de l'importance à cette lie impure, qui disparaîtra de soi-même devant l'anathème unanime de tous les hommes de bien ? Ce grand courroux, cette sainte indignation de M. Jobez seraient fort amusants s'ils étaient sincères : mais nous leur supposons un but caché, une intention secrète, et c'est ce but et cette intention que nous entendons combattre opiniâtrement.

L'Assemblée nationale, ce messie révolutionnaire impatientement attendu depuis deux mois de provisoire, a si bien fait depuis son avènement, qu'elle a déjà besoin d'une réhabilitation, et que la confiance populaire s'est en grande partie retirée d'elle. La France, qui est assez indifférente en politique, et qui veut la paix avant tout, sinon à *tout prix*, est mécontente de ses mandataires. Elle sent qu'il est impossible de s'arrêter à l'heure où nous sommes, de ne pas donner satisfaction aux désirs, aux vœux des classes laborieuses ; de méconnaître la nécessité des réformes, rendues indispensables ; elle comprend enfin que les représentants, par leur mauvais vouloir, leur incapacité ou leur faiblesse nous conduisent à une crise nouvelle qui achèvera la ruine de notre industrie et de notre commerce.

Une marche ferme et décidée peut seule réparer toutes les fautes passées et sauver l'avenir.

Nous avons eu trop de confiance dans l'Assemblée pour en désespérer aujourd'hui complètement. Il nous en coûterait de nous séparer d'elle et de désavouer en quelque sorte nos propres paroles. Mais le pays s'inquiète et nous nous inquiétons nous-mêmes, de cette immobilité funeste, résultat d'une lutte entre deux fractions également puissantes dans l'Assemblée ; de l'inertie du pouvoir, où les mêmes causes produisent une paralysie semblable ; et enfin, de ces lois répressives, empruntées aux mauvais jours des despotismes déchus, et qui dénotent la peur d'un conflit imminent.

Où nous comprenons bien mal le gouvernement démocra-

FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

du 15 Juin 1848.

MADemoiselle de BRIE.

Si on s'en tenait au récit des faits, il n'y aurait guère de femmes dont l'histoire fût digne d'être écrite ; mais si l'on vient à parler des sentiments il n'en est presque pas, au contraire, dont la vie ne puisse fournir matière à tout un livre. Le nom de Mlle de Brie ne serait pas même connu aujourd'hui sans la part qu'elle eut dans le destin du plus beau génie que la France ait produit. En voyant à quoi il a tenu que ses grâces et ses qualités ne fussent plongées dans un oubli éternel, on se dit qu'il a dû exister bien d'autres femmes remarquables dont on ne saura jamais l'histoire.

Jusqu'au jour où Molière et Baron donnèrent quelque lustre à l'art du comédien, les acteurs furent en butte à toutes sortes de mépris ; on les considérait à peine comme des hommes. Il est vrai qu'ils n'avaient guère de mœurs et point de religion ; mais à quoi leur eût servi d'en avoir, puisqu'on les repoussait du monde ? La liberté était le seul dédommagement à la malédiction qui pesait sur eux. Il n'y en a pas un dont on connaisse précisément l'origine. Un nuage épais enveloppe toujours leurs débuts. C'est à peine si l'on sait où était né Mondory, ce tragédien fameux qui eut le bonheur de jouer dans la première pièce de Corneille. N'a-t-on pas laissé dans les ténèbres la jeunesse de Molière lui-même ? En ce temps-là, l'univers était la cour toute seule ; il finissait au seuil du château. Les faiseurs de mémoires et de journaux,

Cette pièce plut si fort aux habitants de Lyon, qu'on ne joua plus la tragédie jusqu'à ce que le public se fût bien rassasié de l'*Etourdi*. Soit que Mlle de Brie ait deviné tout de suite le génie de Molière avec cet instinct des femmes qui vaut mieux que le plus sûr jugement, soit que le poète lui ait plu par ses manières originales et l'excellence de son cœur, elle conçut pour lui une grande estime. Elle était sans expérience, mais disposée à vivre sagement, s'il était possible. Elle aimait beaucoup son art. Sa confiance était sans bornes dans les lumières du chef de la troupe ; ses progrès étaient rapides ; on gagnait assez d'argent pour bien vivre. et la belle ingénue se trouvait la plus heureuse personne du monde.

Mlle de Brie avait la taille mince et souple, le geste noble, les attitudes naturelles, quelque chose de délicat dans les traits du visage, qui la rendait particulièrement propre aux rôles d'héroïne dans le sérieux ; mais elle brillait surtout dans la comédie. Ses yeux avaient un charme agréable, et leur expression était cette bonté amoureuse qui promet un cœur tendre et qui tient parole. Elle avait de l'intelligence plutôt que de l'esprit, et était plutôt aimante que passionnée. Pour de la coquetterie, elle n'en avait pas l'ombre ; aussi ne lui faisait-on guère la cour, les hommes sont assez sots pour s'acharner après les beautés qui ne songent qu'à plaire, tandis qu'ils oublient celles dont ils pourraient se faire aimer. Mlle de Brie avait l'imagination calme ; elle voyait sagement les choses et ne prêtait point aux gens des qualités chimériques ; le véritable mérite pouvait seul lui inspirer cette admiration exaltée que les circonstances changent facilement en amour.

Lorsque Molière vint à Lyon, il était épris d'une actrice de

tique, ou nous avons toute raison de nous plaindre et d'accuser. Dans l'ordre administratif, dans l'ordre judiciaire le travail de réorganisation ne s'annonce que par des déplacements de personnes souvent injustes, par des choix de fonctionnaires que les départements répudient. La curée républicaine égale en hontes et en scandales la curée de 1830. Un grand nombre de communes appellent en vain la loi sur les municipalités, qui aurait dû être discutée et rendue des premières. Les ateliers nationaux, qui rongent les finances de l'Etat, encouragent la paresse et démoralisent les ouvriers honnêtes et laborieux, attendent encore une réforme radicale. Qu'ajouter?... L'horizon est assez sombre pour que les moins intelligents s'en aperçoivent et s'alarment! Partout on se demande avec tristesse, non pas même comment on gouverne, mais par qui on est gouverné? La presse est unanime dans son opposition au pouvoir; et ce ne sont pas seulement les feuilles ministérielles ou légitimistes d'autrefois qui s'irritent et menacent, mais aussi les journaux républicains, dévoués aux principes de la révolution, et qui, loin d'être hostiles aux hommes placés à la tête du pays, ne demandent qu'à leur prêter un concours énergique.

La situation actuelle est intolérable. Les doutes et les incertitudes ne sauraient se prolonger davantage. Il importe à la tranquillité publique et à la prospérité de la France que la majorité des représentants prenne en sérieuse considération les plaintes du pays et se décide à agir vigoureusement. Comment veut-on que la confiance se rétablisse, quand on ne sait pas même sur quel terrain on se trouve aujourd'hui: quand l'Assemblée nationale est un champ de bataille où les démentis se croisent, où les justifications se multiplient, où les individualités seules, et non la patrie, sont en jeu? Désordre en haut, désordre en bas, découragement partout, le résumé, s'il n'est pas rassurant, a le mérite d'être exact et vrai. — Les finances en désarroi ressemblent à un malade voué à des expérimentations, et il est fort à craindre que la multitude des médecins ne fasse expirer le trésor public.

La Révolution de Février ne doit pas être le pendant de la révolution de Juillet 1830. — Assez longtemps les mouvements populaires ont servi de marche-pied aux ambitions privées; il faut que l'intérêt général ait, à son tour, une large place au soleil. — Que les républicains de 1848 enfouissent, s'ils le veulent, leur satisfaction dans le Luxembourg ou Versailles, qu'ils oublient les pois chiches de Curius Dentatus, nous le leur pardonnons volontiers; mais qu'ils se rappellent parfois qu'ils ont entre les mains les destinées de trente-cinq millions d'hommes!

Nous regrettons sincèrement d'avoir à blâmer, quand nous serions heureux d'applaudir; mais nous ne savons pas transiger avec notre conscience. — Accusés tour-à-tour d'être les organes de la légitimité et de la monarchie de juillet, on s'empresse, sans aucun doute, de nous désigner désormais comme des fauteurs d'anarchie. La calomnie est de tous les régimes, nous le savons, et peu scrupuleuse dans le choix de ses armes. — Le temps fera justice de ces méprisables attaques qui nous trouvent très indifférents. — Dévoués aux principes démocratiques, l'anarchie nous fait horreur, et les pouvoirs déchés n'ont jamais excité en nous la moindre sympathie. — Mais si nous voulons l'ordre, sans lequel une société est impossible, nous voulons plus encore peut-être le progrès. Nous ne disons pas: — La révolution nouvelle a été faite par le peuple et pour le peuple, mais — la Révolution de Février a été faite par tous et pour tous, et nous demandons que chaque jour signale un pas fait vers la réalisation de ces généreuses paroles.

Presse lyonnaise.

La correspondance parisienne du *Courrier de Lyon* envahit ses colonnes. C'est à peine s'il trouve un peu de place pour prédire à nos gouvernants que la double élection de

Louis Bonaparte leur causera de terribles insomnies, et apprendre à ses nombreux lecteurs que la nomination de l'empereur Napoléon, dans la personne de son neveu, à la présidence de la République française, ne serait pas plus étonnante que les 115,000 voix données à M. Caussidière. Ne vivons-nous pas dans le temps des excentricités? s'écrie-t-il. — Le raisonnement du *Courrier* mériterait peut-être une autre qualification.

— Le *Salut Public* pense que la loi contre les attroupements était devenue nécessaire, mais il s'élève avec raison contre la faiblesse ou l'incapacité qui ont laissé croître le mécontentement au point qu'il est devenu un danger. Le même journal annonce la prochaine formation d'un congrès des colons de l'Algérie, ayant pour mission de demander la réunion et l'assimilation immédiate de la colonie à la métropole, et d'étudier les questions financières et économiques au point de vue spécial des intérêts africains.

— Le rez-de-chaussée de la *Gazette* est beaucoup plus récréatif que son premier étage. Sa longue homélie sur les travaux du comité des cultes et les figures sereines de nosseigneurs Paris, Graverand et Fayet ne vaut pas pour nous un couplet de la réponse aux adieux de MM. de l'Hôtel-de-Ville, qu'elle publie en feuilleton. Si cette joyeuse chanson, que l'on est prié de chanter sur l'air: *Bon voyage, Monsieur Dumolet*, ne brille pas par la pureté des vers et l'élégance de la diction, du moins y rencontre-t-on des traits heureux à l'adresse de ce comité central dont l'administration prêterait en effet à rire si elle n'avait coûté si cher.

— Le *Peuple Souverain* vise évidemment à l'emploi de *Lousteau* de la presse lyonnaise. Le *Danton* tourne au *Dupin*, et les philippiques montagnardes se terminent en *Odryana*. Le journal continue aujourd'hui ses débuts dans le genre *charivarique* par la pointe suivante qui dénote, il faut l'avouer, un progrès incontestable: « Le *Salut Public* est trop voisin du Rhône pour n'être pas parfois tenté d'y aller prendre un bain. Delà vient que sa peau est si blanche. » — Le *Peuple Souverain*, qui redoute pour sa vertu l'action corruptrice du pouvoir sur les consciences les plus pures, prend l'engagement solennel de n'accepter aucune fonction publique et adjure le pays de lui rappeler au besoin cette déclaration. Serait-il donc question d'exposer l'incorruptibilité de notre confrère à l'atmosphère empestée des hautes régions? Nous pensions qu'une tentative de cette nature ne pouvait lui venir que du gouvernement qui siège aujourd'hui au donjon de Vincennes.

— Il paraît que l'amalgame du droit héréditaire et du droit national est décidément le *dada* de l'Union, de même que les républicains de la veille sont le cauchemar du *Courrier*. Elle se plaît à confesser que ces deux principes sont également chers à son cœur, et nous rassure sur les excellentes intentions des prétendants divers, en affirmant qu'il n'en saurait exister aucun qui voulût fonder ses prétentions sur autre chose que la base impérissable du vœu national. En attendant que la France, désabusée, cherche enfin son salut dans l'olla podrida républico-monarchique, l'Union, qui tient, avant tout, à ne pas mentir à son titre, consent à ne point susciter d'obstacles à l'essai que le pays s'obstine à faire de la forme purement démocratique.

Italie.

On écrit de Venise le 5 juin:

Hier, une partie de l'escadre italienne a vu le feu ennemi; la frégate *Beraldo* et les deux pyroscaphes *Tripoli* et *Malafano*, avec 6 canonières, se sont approchés du fort Caorlo dans l'intention de démonter les batteries. Sur les quatre heures, la flotte étant à portée du canon, le feu commença; mais un assez gros temps s'étant élevé, M. de Villarey, commandant du *Beraldo*, donna le signal du départ, remettant à un autre jour la suite de cette expédition qui, du reste, avait peu d'importance. Le *Tripoli* a reçu trois boulets dans ses

sentation suivante; souvent aussi on adressait, avant de jouer, un compliment au public; Molière aimait à prononcer de ces petits discours dont il se tirait toujours avec imprévu et habileté. Assurément cette éloquence devait atteindre bien plus haut encore, lorsqu'il avait à peindre son amour. Mlle Du Parc a dû entendre le plus beau et le plus touchant langage qu'ait jamais tenu une bouche humaine. Elle demeura inflexible.

Pendant une année entière, le poète se brisa contre ce rocher: il se consuma en efforts inutiles, et comme il arrive toujours quand on s'obstine à vouloir vaincre la répugnance d'une femme, plus il redoublait de passion, plus on le maltraitait. Ce qui augmentait la cruauté de la situation pour le malheureux Molière, c'est qu'il était trop observateur pour ne pas deviner que Mlle Du Parc se fût sentie émue si elle avait su comprendre tout ce qu'il valait et quel avenir lui était réservé. L'événement prouva qu'elle était inexorable par défaut d'intelligence, puisqu'elle devait s'humaniser plus tard. Elle ne voyait encore dans Molière qu'un auteur sans gloire, un comédien de campagne destiné à un sort obscur; ce n'était pas assez pour une actrice vaine et dédaigneuse qui voulait essayer le pouvoir de ses charmes sur les gens placés au-dessus d'elle.

Le poète avait cette faiblesse qui fait de l'amour la plus douce des ivresses ou le plus affreux des tourments. Il épuisa tous les moyens de plaire. Il surmonta son humeur concentrée pour donner carrière à cette gaité bizarre et entraînée qui laissait voir la bonté du cœur sous la malice de l'esprit. Il fit des vers sur les agréments de son ingratitude. Il lui donna les meilleurs rôles et employa les procédés les plus

généreux, mais personne n'a été tué.

MILAN, 5 juin. — Hier, nos troupes se sont mises en mouvement pour attaquer l'ennemi. A l'aube du jour, des coups de canon furent entendus; mais, à peine arrivées près des positions autrichiennes, elles les trouvèrent abandonnées; l'ennemi avait réussi à se retirer, pendant la nuit, dans Mantoue. La campagne est couverte d'hommes et de chevaux tués dans la journée du 30. Notre artillerie et les charges faites à la baïonnette par les braves régiments montais ont fait un grand carnage, et ôteront peut-être aux Autrichiens la pensée de vouloir une autre fois lutter avec nous.

L'ennemi s'est mis à couvert, une partie dans la ville, une autre sous le canon de la forteresse.

La nouvelle répandue hier qu'un corps autrichien avait occupé Asola est fautive.

Le roi Charles-Albert est retourné au quartier-général de Valleggio.

NAPLES, 8 juin. — Les mouvements des provinces annoncés par notre dernière correspondance sont tous confirmés. A Naples, la partie la plus éclairée de la population commence à sortir de son abatement, auquel succède une sourde irritation. Déjà plusieurs bataillons désarmés dans les provinces sont arrivés ici. Dans une foule de localités, la gendarmerie, qui est très nombreuse et puissamment organisée, garde une sorte de neutralité et fraternise quelquefois avec le peuple. C'est là une force considérable qui fait défaut à Ferdinand, et le fait est d'autant plus significatif, que, sous Delcarrato, la gendarmerie était l'instrument le plus puissant de la réaction absolutiste. Les Suisses, honnis et méprisés, ne peuvent plus se montrer dans les lieux publics sans recevoir des avanies de toutes sortes et les plus sanglants affronts; les militaires napolitains eux-mêmes les dédaignent et s'en éloignent.

Les courses martiales sont toujours en permanence, l'état de siège continue, et la garde nationale ne sera pas réorganisée. Quant au semblant de représentation nationale que le roi a feint de conserver, il faut vraiment y mettre de la bonne volonté pour s'en occuper encore, tant le ridicule en est grand. L'ouverture des chambres est indéfiniment prorogée par la raison toute simple que les collèges électoraux sont déserts et que personne ne s'y présente pour voter. L'état des esprits, joint à la séparation à peu près effective de sept provinces, explique suffisamment l'impossibilité des élections.

Assemblée nationale.

Séance du 12 juin 1848. — PRÉSIDENCE DE M. SÉNARD.

Les abords du Palais sont envahis par des curieux et notamment par des ouvriers en blouse qui ne craignent pas de braver une chaleur de 30 degrés.

On voit échelonnés sur le péristyle et dans les jardins de la présidence des bataillons de la ligne.

Le général Cavaignac, ministre de la guerre, arrive à son banc en grand uniforme.

La séance est ouverte à une heure. Les banquettes et les tribunes sont pleines d'un public nombreux.

La chambre est fort agitée.

M. le président: La parole est au citoyen Napoléon Bonaparte, fils de Jérôme. (Vif mouvement de curiosité.)

Le citoyen Napoléon Bonaparte: Je n'étais pas à la séance de samedi, quand M. le ministre de la guerre a prononcé des paroles énergiques auxquelles je m'associe entièrement; mais dans cette séance un nom a été prononcé; ce nom je le porte. Je dois quelques explications à l'Assemblée, je ne suis pas responsable de toutes les calomnies qui ont été dirigées contre le nom que j'ai l'honneur de porter. Je n'ai pas à vous parler de moi, je ne crois pas que mon nom ait été prononcé; d'ailleurs quelques personnes de cette Assemblée connaissent mes principes, ils savent combien je suis sincèrement dévoué à la République.

Quant au prince Louis Bonaparte, il est mon parent et mon ami; mais je n'ai pas à m'expliquer sur son passé politique, je ne l'approuve pas assurément; mais, en définitive, le prince

sa troupe nommée Madeleine Béjart. Mlle de Brie s'en aperçut et n'en ressentit aucune jalousie. Elle avait pour le poète cette affection pure dont les femmes sont bien plus capables que nous. Les obstacles à l'amitié entre personnes de sexes différents viennent toujours du côté des hommes, qui ont leurs sentiments et ne savent pas modérer leurs desirs. Mlle de Brie voyait dans le faible de Molière pour Madeleine Béjart la facilité de se livrer sans scrupule avec le poète à ce commerce paisible et familier qui fait le revenu le plus constant du bonheur de la vie; cependant tout ce monde-là était jeune, abandonné à lui-même, sans considérations d'aucune sorte à garder: les passions ne pouvaient manquer d'y porter bientôt le trouble. Ce fut pour Mlle du Parc qu'il s'y introduisit. Cette actrice, qui était aussi jolie que Mlle de Brie, ne lui ressemblait en rien pour le caractère. Elle avait de l'orgueil, du mépris pour les gens de sa condition, le cœur dur, et l'esprit entiché de la supériorité des gens nobles sur les autres. On n'était pas digne de lui parler, si on n'était gentilhomme pour le moins. Par une de ces fatalités singulières qui nous jettent souvent dans le chemin opposé à celui où nous trouverions le bonheur, Molière s'enflamma pour Mlle du Parc. Nous ne savons pas en quels termes il lui déclara son amour, mais, à coup sûr, ce fut avec un grand chaleur d'âme.

Molière parlait fort peu; il était naturellement réfléchi, et pour cette raison Boileau lui donna le surnom de contemplateur. En revanche, lorsqu'il prenait la parole, il s'exprimait admirablement et ne disait rien qui ne fût d'un prix inestimable. L'usage voulait alors que le directeur vint annoncer, à la fin du spectacle, ce qu'on donnerait à la repré-

généreux pour la satisfaire. Rien ne lui réussit. Il ne trouva qu'une oreille distraite, une imagination préoccupée et une âme de glace. Molière comprit enfin qu'il fallait désespérer. Il tomba dans la mélancolie sans communiquer ses peines à personne. Les gens très sensibles ont l'habitude de s'enfermer en eux-mêmes et de se composer le visage, sans quoi cette sensibilité incommode leur donnerait une sorte de ridicule aux yeux des indifférents. C'est ainsi qu'en se faisant un maintien, ils dépassent la mesure nécessaire et paraissent plus froids et plus sombres que le vulgaire. Aussitôt qu'on vit Molière rebuté, on pensa qu'il se consolait. Mlle de Brie fut la seule qui ne s'y trompa point.

Elle avait suivi avec inquiétude toutes les phases de cette passion malheureuse, et ses regards s'étaient accoutumés à lire dans l'âme du poète. Elle sentit que, sous les dehors du calme et de l'oubli, Molière cachait un chagrin profond, et comme le silence nourrit la douleur, elle entreprit de l'amener à lui faire des confidences. Ce n'était pas fort difficile; on se confie volontiers à une jolie personne. Mlle de Brie employa d'ailleurs toute la prudence et les soins imaginables. Molière lui ouvrit enfin son cœur et trouva un adoucissement à ses ennuis dans ses longs entretiens avec son amie. Elle l'écoutait avec tant de complaisance et d'un air si pénétré, qu'il se reprochait intérieurement de lui faire partager ses maux, et cependant il n'épargnait aucun détail. Il était déjà guéri depuis longtemps que les conversations allaient encore grand train.

(La suite à un prochain numéro.)

clause a été repoussée par la majorité de la commission. Le principe du suffrage universel l'a emporté, mais il aurait été décidé que l'élection du président, ainsi que les futures élections des représentants du peuple auraient lieu, à l'avenir, à la majorité absolue au lieu d'être décidée par la majorité relative. Cette clause empêcherait à un candidat d'être élu avec un très petit nombre de suffrages, par suite de la dissémination des voix.

— Le *Moniteur* et la plupart des autres journaux ne paraissent pas aujourd'hui lundi, lendemain de la Pentecôte.

— Une pétition signée par un grand nombre de fabricants va être adressée à l'Assemblée nationale pour demander que la République donne un éclat inaccoutumé à l'exposition des produits de l'industrie qui doit avoir lieu l'année prochaine, et qu'elle ait lieu désormais dans les salles du Louvre et des Tuileries.

— Nous avons déjà parlé des difficultés qu'éprouvent en ce moment les artistes français à donner des représentations à Londres. La troupe du théâtre historique s'était rendue à Londres, avec l'intention d'y jouer toutes les pièces du répertoire de M. Alex. Dumas. L'autorité a refusé l'autorisation de jouer les *Girondins*, parce que c'est une pièce révolutionnaire; la *Reine Margot*, parce que c'est une pièce immorale; les *Trois Mousquetaires*, parce qu'on y fait jouer un rôle à Charles I^{er}, qui est expulsé et maltraité, et enfin, on cherche des prétextes pour entraver la représentation de *Monte-Christo*, et pour motiver également un refus.

— Un nouveau journal fondé dans les intérêts de Louis-Napoléon prétend que les membres de la famille du prince, siégeant à l'Assemblée nationale, se sont adressés au pouvoir exécutif pour savoir si son intention était de s'opposer à l'admission de Louis Napoléon au sein de l'Assemblée. Le pouvoir exécutif aurait répondu qu'il n'avait nullement l'intention qu'on lui avait prêtée et qu'il avait même prévenu Louis Napoléon de sa nomination par une dépêche télégraphique.

— Les Corses résidant à Paris ont formé le projet d'offrir un banquet à Louis Napoléon, lors de son arrivée. Pour éviter les demandes nombreuses d'admission qui ne manqueraient pas d'être faites, les commissaires ont décidé que ce banquet serait exclusivement de Corses et qu'il n'y serait parlé que Corse. Grande a été la surprise des commissaires de la fête, quand ils ont reçu une demande d'admission de M. Louis Blanc, revendiquant la qualité de Corse, du chef de sa mère. Les commissaires lui contestent cette qualité et ils refusent d'admettre M. Louis Blanc, en alléguant qu'il ne sait pas parler Corse. M. Louis Blanc persiste et se cramponne à son origine maternelle et veut être de la fête. Les négociations continuent.

— On assure que M. Thiers opéra pour Paris et que M. de Girardin a l'intention de se porter de nouveau candidat dans la Seine-Inférieure.

— On annonce le mariage de M. Duclere, ministre des finances, avec la fille de M. Garnier-Pagès, membre de la commission exécutive.

— Le prince Louis Napoléon a, dit-on, annoncé à tous ses amis qu'il avait l'intention de se porter candidat à la présidence de la République. Déjà des émissaires envoyés par ses partisans sont partis pour parcourir les campagnes et préparer dans ce but l'esprit public.

EXTÉRIEUR.

Allemagne.

PRUSSE. BERLIN, 8 juin. — Dans la séance de ce jour de l'Assemblée nationale, le prince de Prusse s'est présenté dans la salle en uniforme de général. Quelques membres de

la droite se sont levés, mais ils ont été rappelés à l'ordre par les cris de : Restez assis !

Le président donne la parole au prince qui a été nommé député de Wirowitz.

Le prince s'est exprimé ainsi : Je parais dans cette assemblée par suite du choix dont j'ai été l'objet. Pour témoigner d'abord ma reconnaissance de la confiance dont j'ai été honoré, soyez les bienvenus, Messieurs ; nous sommes appelés à délibérer avec le roi, le grand ouvrage de la constitution. La monarchie constitutionnelle nous est tracée d'avance par le roi. De même que j'ai voué mes forces à la précédente constitution, de même je les vouerai à la nouvelle. Puisse mon apparition parmi vous être favorable ! Mes affaires ne me permettent pas de prendre part à vos délibérations. Je prie, en conséquence, M. le président d'appeler mon suppléant, et je prends congé de l'Assemblée en prononçant cette devise : Dieu pour le roi et la patrie.

Le prince quitte la salle au milieu du silence de l'Assemblée.

AUTRICHE. VIENNE, 7 juin. — La proclamation de l'empereur, dans laquelle S. M. promet son prompt retour et l'entretien de l'ordre et des conquêtes du 13 mai, avait fait monter les fonds avant la bourse, mais plus tard, des nouvelles défavorables de l'Italie les ont fait fléchir.

NOUVELLES LOCALES.

Les élections municipales se sont accomplies avec le plus grand ordre. Malgré les désertions qui, depuis deux mois, ont éclairé les rangs des électeurs, les citoyens se sont rendus en grand nombre aux différentes sections. Chacun d'eux comprenait, sans doute, l'importance du suffrage qu'il était appelé à accorder, et que du choix d'une municipalité intelligente, ferme et dévouée dépend le retour de la confiance et de la tranquillité publique.

Les candidats qui ont obtenu le plus de voix dans la section de Perrache, après MM. Fraisse et Bonnardel, sont M. Régné, fabricant de couvertures, et Loyson, procureur-général.

— Les exportations de soies moulées, à destination de l'Angleterre, ne se ralentissent pas. Les fabriques anglaises sont aussi occupées que les nôtres le sont peu ; et, si nos métiers restent quelque temps encore inactifs, il est à craindre que cette concurrence ne fasse éprouver à l'industrie lyonnaise les plus graves préjudices.

— Le quartier des Terreaux aurait été mis en émoi hier, dit-on, par la solennité un peu bruyante avec laquelle un détachement portait à la municipalité le résultat des votes de la section.

— M. Lambert, colonel de la deuxième légion de la Guilloitière, qui avait donné sa démission, a été réélu dimanche à une imposante majorité.

— M. Anselme Petetin se porte candidat en remplacement de M. Lortet, démissionnaire.

— La commission créée par le gouvernement pour la répartition des commandes des écharpes et drapeaux ;

Considérant que cette commande n'a dû sous aucun prétexte, être un objet de spéculation pour personne ;

Attendu qu'il est constant que des moyens frauduleux ont été mis en œuvre pour accaparer le double et même le triple de pièces ;

Arrête

Que tous les ouvriers, ouvrières ou apprentis, au nom desquels des pièces auraient été subrepticement obtenues, recevront, en leur nom propre et pour leur être absolument attribuée, la totalité de la façon, à la seule charge pour eux d'être

redevables de la location du métier, laquelle location est fixée à raison de six francs par mois.

Le présent arrêté ne contrevient en rien à celui qui prescrit la levée des pièces doubles.

Bourse de Paris du 12 juin 1848.

Cinq pour cent, 68	— Dito fin courant, 67 75	— Trois pour cent, 46	— Dito fin courant, 45 50	— Quatre pour cent, » »	— Actions de la banque, 1240	Quatre canaux, 765	Rentes de Naples, » »	Dette active d'Espagne, » »	Emprunt romain, 58 » »	Oblig. piémontaise, » »
--------------------	---------------------------	-----------------------	---------------------------	-------------------------	------------------------------	--------------------	-----------------------	-----------------------------	------------------------	-------------------------

CHEMINS DE FER.

Paris à Orléans, 565	Orléans-Vierzon, 238 75
Paris à Rouen, 410	Montereau à Troyes, 130 »
Rouen au Havre, 205	Nord, 356 25
Paris à Strasbourg, 357 50	Amiens-Boulogne, » »
Paris à Lyon, 311 25	Tours à Nantes, 340 »
Avignon à Marseille, 220	Dieppe, 170 »
Versailles, rive droite, »	Bordeaux à Cette, » »
Id. rive gauche, »	Lyon à Avignon, » »
Bâle à Strasbourg, 87 50	Centre, » »
Saint-Germain, »	Paris à Sceaux, » »
Orléans-Bordeaux, 398 75	Sceaux, » »

Le commencement de la bourse était assez ferme sur la rente, et le 5 0/0 était un peu en hausse, lorsque tout-à-coup on a commencé à entendre battre le rappel qui a déterminé un mouvement rétrograde sur toutes les valeurs. On se livrait à toutes sortes de conjectures sur ce qui se passait à l'Assemblée nationale.

Les chemins de fer étaient faibles. On ne croyait pas que la question du rachat des lignes pût être décidée aujourd'hui. Le 5 0/0, qui était hier à 45 50, a fait 45 50 et 46, et ferme à 46.

Le 5 0/0, fermé samedi à 67 75, a varié de 68 50 à 67 75, et ferme à 68.

Da banque de France, fermée samedi à 1250, a fait 1270 et 1220, et reste à 1240.

Bourse de Lyon du 14 juin 1848.

CHEMINS DE FER. — Rouen, 407 50 comp. — Loire, 217 50 comp. — Orléans, » » comp. — Lyon, 311 25 comp. — Marseille, » » comp. — Cinq 0/0 » ».

CONDITION DES SOIES. — Mercredi, 14 juin 1848. — Nombre de ballots entrés à la Condition, 34. — Ouvrées, 28. — Grèges, 6. — Dernier numéro, 464.

Le prix de l'abonnement au Journal quotidien LA LIBERTÉ, est fixé ainsi qu'il suit :

	Un an.	six mois.	trois mois.	un mois.
Lyon,	24 f.	13 f.	7 f.	3 f.
Départem.	30	16	9	4

AVIS.

Le bureau d'abonnement au journal LA LIBERTÉ, et le dépôt de numéros pour la vente, établis précédemment chez M. MERA, rue Lalont, ont été transférés, à partir du 50 mai, chez M. Guilbert, libraire, rue Puits-Gaillet, 3.

L'un des rédacteurs, Directeur, CURNILLON.

La Guillotière, imprim. de BAJAT.

Annonces judiciaires.

Etude de M^e SEVE, avoué à Lyon, place du Change, 4.

VENTE

Par expropriation forcée, D'UNE

MAISON

Située à la Croix-Rousse, rue Philippeville,

Desservie par une allée commune portant, sur la rue Lafayette, le n. 5.

SAISIE AU PRÉJUDICE DU SIEUR MAUREL.

ADJUDICATION AU SAMEDI

1^{er} JUILLET 1848.

Suivant procès-verbal de l'huissier Pouzon, en date du vingt-cinq septembre mil huit cent quarante-sept, visé le même jour à la Mairie de la Croix-Rousse par M. Aubertier, adjoint au maire de ladite commune, enregistré le vingt-huit du même mois par M. Sudré, receveur, qui a perçu deux francs vingt centimes, et transcrit au bureau des hypothèques de Lyon le premier octobre suivant, vol. 69, n. 23, par M. Mottin, conservateur, qui a reçu quatre francs trente-deux centimes ;

A la requête du sieur Constant, fabricant d'étoffes de soie, demeurant à la Croix-Rousse, rue Pailleron, lequel fait élection de domicile et constitution d'avoué en l'étude et personne de M^e SEVE, avoué près le Tribunal civil de Lyon, y demeurant, place du Change, 4 ;

Et au préjudice du sieur Joseph Maurel, marchand et fabricant d'étoffes de soie, demeurant ci-devant à la Croix-Rousse, rue La-

fayette, et actuellement à Lyon, rue Tholozan, 4, lequel n'a pas constitué avoué.

Il a été procédé à la saisie réelle d'une Maison ci-après désignée.

Désignation de la Maison à vendre.

L'immeuble à vendre consiste en une Maison, située à la Croix-Rousse, rue Philippeville, desservie par une allée commune qui porte, sur la rue Lafayette, le n. 5 ; elle est construite, en presque totalité, en maçonnerie, sauf une petite partie en terre battue ou pisai à la partie supérieure de la Maison, qui est convertie en tuiles creuses, et est composée de caves voûtées sous une partie de rez-de-chaussées, et de quatre étages et greniers au-dessus où se trouvent des chambres. Cette Maison fait partie et forme l'angle nord-est d'une plus grande maison possédée par les mariés Janin, menuisiers ; elle est desservie par l'allée dont il vient d'être parlé, et par une cour et un escalier communs.

Ladite Maison du sieur Maurel a pour confins : du matin un terrain du sieur Bonnard, du midi un des corps de bâtiment de la maison Janin, cour commune entre deux, du soir un autre corps de bâtiment de ladite maison Janin, et du nord la rue Philippeville.

Cette maison est percée à sa façade sur la rue Philippeville par trois portes de boutique au rez-de-chaussée, ayant trois fenêtres à chacun des quatre étages ; et à sa façade sur la cour commune, elle est percée par une porte vitrée et une fenêtre au rez-de-chaussée, et a deux fenêtres à chacun des quatre étages.

Aux droits de propriété de ladite maison sont inhérents ceux : 1^o de la communauté de la cour, d'un puits et d'une pompe qui se trouvent dans ladite cour, de l'allée, de l'escalier et du sac des latrines qui desservent les

corps de bâtiment de la maison Janin ; 2^o de la communauté avec lesdits corps de bâtiment du cabinet d'aisances qui se trouve au grenier, et seulement avec le corps de bâtiment au soir des cabinets d'aisances qui se trouvent à tous les autres étages et au rez-de-chaussée ; 3^o et enfin de la mitoyenneté dans toute leur hauteur et largeur des murs au matin et au soir du corps de bâtiment formant ladite Maison Maurel.

Ladite Maison est habitée et occupée, savoir : le rez-de-chaussée à la façade sur la rue Philippeville par le sieur Janin, menuisier, lui servant d'atelier et boutique ; une partie du premier étage par les demoiselles Blanchet et par le sieur Péro ; une partie du deuxième étage et au-dessus par d'autres locataires.

Le cahier des charges a été publié en l'audience du vingt novembre mil huit cent quarante-sept, et l'adjudication a été fixée au quinze janvier suivant, jour auquel, sur la demande du sieur Maurel et du consentement du poursuivant, elle a été renvoyée au onze mars mil huit cent quarante-huit, puis au six mai suivant, et enfin au premier juillet mil huit cent quarante-huit.

En conséquence, l'adjudication de l'immeuble dont s'agit aura lieu en l'audience des criées du Tribunal civil de Lyon, le samedi premier juillet mil huit cent quarante-huit, de dix heures du matin à la fin de l'audience, au par-dessus la somme de dix mille francs, montant de la mise à prix offerte par le poursuivant, ci 10,000 fr.

SEVE, avoué.

NOTA. Les enchères ne seront reçues que par le ministère d'avoué. S'adresser, pour de plus amples renseignements, à M^e SEVE, avoué poursuivant, ou bien voir au greffe du Tribunal le cahier des charges.

Etude de M^e Matrod, avoué, rue de la Préfecture, 1.

ADJUDICATION

AU SAMEDI 24 JUIN 1848,

VENTE

Par la voie de la Licitation

D'UNE MAISON

SISE A LYON, RUE BLANCHET,

Ayant sa façade sur cette rue.

Cette Maison a caves voûtées, rez-de-chaussée, un entresol, un premier étage et des mansardes ; au rez-de-chaussée elle prend ses jours par six ouvertures. Au premier étage et à l'entresol, elle a sept croisées, soit sur la rue Blanchet, soit sur la cour.

Dans le lot que forme cette maison, et qui est le deuxième des immeubles qui dépendaient de la communauté qui a existé entre les époux Monnairoux-Olivier, se trouve compris la communauté de la cour intérieure et de la pompe à eau claire.

La mise à prix de ce lot avait été primitivement fixée par le jugement du 15 mai à 50,000 f. En suite de divers renvois, à défaut d'enchérisseurs, elle a été abaissée à vingt mille francs, ci 20,000 f.

S'adresser pour les renseignements à M^e MATROD, poursuivant, et pour voir le cahier des charges, au greffe du tribunal.

THÉS DE CHINE.

Magasin spécial de thés, rue Louis-le-Grand. Thés pour djeûners, pour soirées, etc.